

Crise sanitaire

Des proches aidants au bord de l'asphyxie

La pandémie peut bouleverser le rapport à la personne dépendante. Les risques sont réels mais des soutiens existent.

Romarc Haddou

Anne-Claude Moix raconte le choc du vendredi 13 mars 2020. Ce jour-là, face à l'aggravation de la situation sanitaire, le Conseil d'État vaudois prend une série de mesures urgentes (enseignement à distance, fermeture des lieux de divertissement, interdiction des manifestations de plus de 50 personnes...). Le Conseil fédéral déclarera l'état de nécessité trois jours plus tard. La pandémie était à nos portes, elle entre désormais dans notre quotidien. Anne-Claude Moix est proche aidante et s'occupe de Thomas, son fils, âgé de 26 ans et atteint d'autisme. «Le vendredi, vous comprenez que tout sera fermé à partir du lundi et qu'il va falloir expliquer une situation extraordinaire à quelqu'un qui déteste qu'on bouleverse son organisation. Pour Thomas, changer l'heure d'un rendez-vous chez le coiffeur, ça peut aller, mais l'annuler complètement ça passe très mal.»



«Je sens que je suis sous pression, parfois je n'en peux plus», lâche Anne-Claude Moix, qui s'occupe seule de son fils autiste, Thomas, ici dans les ateliers de la Fondation Perceval.

«Le mode gestion de crise n'est pas tenable sur la durée.»

Céline Longchamp, directrice de Pro-XY, concernant les proches aidants en temps de pandémie

Quand elle se retourne sur l'année écoulée, Anne-Claude Moix admet qu'elle a passé des moments très difficiles. «J'ai eu l'impression d'être lâchée et plus essulée que jamais. Avec Thomas, tout doit être planifié très à l'avance, alors c'est compliqué de voir des amis. J'ai quelques moments pour souffler depuis qu'il retourne à l'institution, je peux aussi le laisser seul deux ou trois heures à la maison. Ce sont des petites soupapes mais je sens que

je suis sous pression, parfois je n'en peux plus.»

La surcharge, c'est le risque majeur pour les proches aidants, encore plus en ce moment. «Il y a eu un phénomène d'asphyxie très marqué, en particulier lors de la première vague. Beaucoup ont occulté leurs besoins pour faire primer ceux des aidés, observe Céline Longchamp, directrice de Pro-XY, la fondation suisse pour les proches aidants. Certains n'ont pas pris de temps pour eux depuis

près d'un an. Or le mode gestion de crise n'est pas tenable sur la durée. Ils sont admirables mais la fatigue s'accumule.» D'autant que des difficultés professionnelles, également engendrées par le Covid, peuvent venir charger la barque. Pro-XY a donc décidé de mettre en place un programme d'accompagnement spécifique.

Des solutions existent aussi concernant la prise en charge des personnes dépendantes. Le Département de la santé et de l'action sociale du Canton souligne que «tous les soutiens qui sont proposés par le programme cantonal de proches aidants sont également disponibles pendant la période Covid». C'est notamment le cas si l'aidant ou l'aidé est contaminé et qu'une mesure d'isolement ou de quarantaine empêche un fonctionnement normal (*lire encadré*). Une situation vécue par Anne-Claude Moix: «Thomas a attrapé le Covid au foyer. Je ne pouvais pas l'enfermer dans sa chambre et lui expliquer qu'il ne devait plus me faire de câlins alors nous ne sommes pas sortis de la maison pendant deux semaines. C'est une période que j'ai très mal vécue.»

De l'aide extérieure

Faire appel à une aide extérieure peut se révéler difficile. «Parce que l'aidant ne perçoit pas l'ampleur de son investissement émotionnel et temporel, parce qu'il pense pouvoir gérer ou qu'il craint que la prise en charge ne soit pas idéale, liste Mercedes Puteo, directrice de l'association Espace Proches. Certains ont aussi peur d'une contamination s'ils laissent venir un soignant chez eux ou s'ils envoient leur proche aidé dans un centre d'accueil temporaire. Cela peut les conduire à renoncer à tout ou partie des prestations et à assumer un important report de charges.» La spécialiste rappelle que son association gère une hotline cantonale (0800 660 660) qui permet d'être orienté de manière adéquate et personnalisée au sein du dispositif de soutien.

Secrétaire générale de l'Association de proches aidants, Waltraut Lecoq est habituée à conseiller celles et ceux qui traversent des périodes compliquées. «Depuis la première vague ils ont trouvé des repères, mais nous sommes toujours là pour les écouter.

Il reste des angoisses, de la tristesse et des questions: mon enfant est chez moi plutôt qu'en atelier, comment je gère? Quelles activités je peux faire avec lui? Est-ce que je peux laisser les éducateurs venir à la maison?»

Fonctionner à distance

À l'inverse, il y a aussi les situations où le binôme aidant-aidé doit apprendre à fonctionner à distance. C'est le cas pour Catherine Beliphante et sa mère, entrée en EMS quelques semaines avant que la pandémie ne touche la Suisse. Alors qu'elles vivaient sous le même toit, elles ne peuvent plus du tout se croiser car les visites sont interdites. «Heureusement, j'avais confiance en l'équipe soignante, je communiquais avec eux par mail et avec ma mère par Skype. Mais quand l'EMS a rouvert, j'ai constaté qu'elle avait vécu sous cloche et qu'elle était perturbée psychologiquement. Moi aussi, quelque chose me manquait.» Catherine Beliphante admet qu'elle a eu besoin de se trouver «dans une situation extrême» pour placer sa mère en EMS. Avant la crise sanitaire, elle s'est donc tournée vers la consultation psychologique pour proches aidants du CHUV. «Une aide indispensable. J'ai pu parler, être écoutée, c'était un long chemin mais je sais désormais que mon statut n'est pas une fatalité.»

Responsable de cette consultation spécialisée, Jean Bigoni explique que sa mission n'a pas changé mais que certaines demandes sont directement motivées par le contexte actuel. «Lors de la première vague, certains proches aidants nous ont rapporté s'être sentis abandonnés par des structures d'aide. Même les professionnels ont été surpris. Tous les proches s'en sortent, mais c'est parfois très douloureux». Le psychologue schématise: «Nous avons des ressources internes et externes qui nous permettent de rester en équilibre. En exerçant une pression sur le duo aidant-aidé, la pandémie va affecter cet équilibre et malmener la relation. Généralement, les gens s'épuisent et ne consultent que lorsqu'ils sont vraiment en difficulté. C'est pourquoi les conséquences de la crise sont encore dures à mesurer.»

Relation bouleversée

Au-delà des habitudes du jeune homme, c'est la relation proche aidante-proche aidé qui est soudain bouleversée. Thomas passe normalement ses journées dans les ateliers protégés de la Fondation Perceval, à Saint-Prex. Il y reste aussi deux nuits chaque semaine. «Ça fait vingt ans que je m'en occupe seule, il faut que nous puissions nous détacher un peu l'un de l'autre», explique sa mère. Mais l'atelier ferme et Thomas ne peut plus quitter la maison. «C'est bizarre de le dire ainsi, mais c'est le fait d'être en arrêt maladie qui m'a sauvée, déclare sa mère. Ça m'a permis de m'occuper de lui quand tout a fermé, y compris les relais de prise en charge.»

Des outils pour organiser la relève

● En temps normal, différentes solutions existent pour soulager les proches aidants. Les centres d'accueil temporaires, l'aide et les soins à domicile, la relève professionnelle ou encore une présence bénévole à domicile. Un dispositif qui a été adapté aux mesures sanitaires en vigueur et qui reste actif durant la crise, signale le Canton. Si le proche aidant est atteint par le Covid-19, il peut donc faire appel aux soutiens ci-dessus. «La mise en place des aides externes dépend également du besoin de la personne aidée, souligne l'État. Si elle ne nécessite pas de

présence constante, l'intervention ou le renforcement de soins à domicile va pouvoir prendre le relais, avec le soutien à examiner. Si une présence constante est nécessaire, d'autres solutions devront être recherchées. Si un autre proche n'est pas à même de prendre le relais, une solution court séjour, devrait être envisagée.» Si c'est la personne aidée qui est infectée, «en principe les mêmes prestations peuvent être demandées. Si son état et son niveau de dépendance rendent le maintien à domicile difficile,

une hospitalisation sera mise en place et les mesures relatives aux visites du CHUV s'appliquent.» Quelle que soit la période, il est conseillé aux proches aidants de constituer un plan B et de se munir d'une carte d'urgence disponible dans tous les CMS. «En cas de problème ou d'accident, cette carte permet aux intervenants de contacter le CMS de rattachement de la personne aidée et d'accéder aux modalités de prise en charge définies pour cette dernière», explique Mercedes Puteo, d'Espace Proches. **R.H.**

À Yverdon, l'affaire de l'Office du logement tourne à la crise politique

Rapports d'audit à la suite des dysfonctionnements révélés dans nos colonnes, le PLR parle de «problèmes de management». Le PS, de son côté, maintient sa confiance en Jean-Claude Ruchet.

«On doit aller plus loin, insiste lundi au téléphone Laurent Roquier, président du PLR d'Yverdon. On doit maintenant déterminer qui savait quoi et en tirer les conséquences.» En pleine campagne électorale, les rapports d'audits révélés vendredi dans nos colonnes concernant l'Office du logement de la Ville d'Yverdon ont fait l'effet d'une bombe. Pour mémoire, si le service fonctionne globalement bien, écrivent en substance les experts mandatés par la Municipalité, les documents pointent du doigt des dysfonctionnements majeurs.

«Le fait que le préposé au logement travaille seul est la porte ouverte

à tous les abus, reprend le président de la section locale du PLR. Mais c'est la hiérarchie et son contrôle qui sont en cause. On se trouve dans une situation où une seule personne décide de tout. C'est explosif.» Toujours d'après l'élue, qui siège au sein de l'organe délibérant yverdonnois, il est par ailleurs difficile de savoir si l'aide communale est allée au bon endroit. «Les processus et critères d'attribution d'un logement subventionné sont décrits comme peu clairs et pas objectifs, déroule-t-il. Les personnes qui en avaient véritablement besoin ont-elles pu en profiter? Ce sont des problèmes de management. Il faut absolument introduire un principe quatre yeux et travailler sur les recommandations.»

Ruchet, responsable?

Soutient-il, entre les lignes, que Jean-Claude Ruchet, le municipal socialiste chargé de l'Office du logement, est directement responsable des points noirs soulevés dans les rapports? «La question se pose. S'il était au courant des dys-

«On se trouve dans une situation où une seule personne décide de tout. C'est explosif.»



Laurent Roquier, président du PLR d'Yverdon

fonctionnements et qu'il n'a rien fait, c'est grave, lâche Laurent Roquier. S'il n'était pas au courant, on peut se poser la question de sa capacité à gérer un dicastère.» Il précise instantanément: «Je n'ai pas la réponse.»

L'UDC, de son côté, va encore plus loin. Dans un dessin joint à un communiqué de presse envoyé ce week-end, le parti compare le préposé à l'Office du logement au parain de la trilogie de Francis Ford

Coppola. Et critique le Parti socialiste qui a demandé - aussi dans un communiqué de presse - que l'audit réalisé sur le Service de l'urbanisme et des bâtiments en 2016 soit rendu public. Le parti bourgeois tonne que les conseillers communaux «avaient déjà pu le consulter». «Si le Parti socialiste cherche à détourner une affaire aussi largement oubliée, c'est peut-être que les résultats de l'audit qui viennent de sortir confirment le pire», brocarde Ruben Ramchurn, président de la section locale de l'UDC.

L'UDC «fantasme»

L'élue écrit en outre que le député et conseiller socialiste Stéphane Balet «aurait obtenu d'être nommé au deuxième tour de l'élection à la Municipalité suivant les résultats de l'audit, à la place de son camarade». Ce que dément catégoriquement Pascale Fischer, coprésidente du parti à la rose yverdonnois. «Les communiqués de l'UDC et de son président sont souvent de l'ordre du fantasme, s'agace-t-elle. Après avoir entendu Jean-Claude Ruchet et ses explications,

nous lui avons maintenu notre confiance et c'est toujours le cas.»

La socialiste précise sa pensée. Elle aimerait «que la transparence soit faite sur tous les audits demandés par la Municipalité». Elle estime qu'il faut systématiquement âprement batailler pour obtenir les rapports portant sur les dicastères tenus par la droite majoritaire, à l'inverse de ceux concernant les dicastères de gauche. «Dans le cas qui nous occupe, est-ce qu'on se poserait autant de questions si l'Office du logement était dans les mains de la droite? J'ai le sentiment que les audits laissent beaucoup de flou. Un manque de moyens en ressort toutefois de manière évidente. La problématique revient régulièrement sur la table: comment faire plus avec toujours moins?» La conseillère espère aussi que l'enquête disciplinaire visant le préposé «permettra d'explicitier ou d'invalider certains sous-entendus». En vertu de la loi sur l'information, nous avons demandé à l'Exécutif d'y avoir accès. Notre requête est pendante. **Antoine Hürlimann**

Prilly

La voix de Facebook juge l'action de la Ville

Un sondage lancé sur Facebook en novembre par la Municipalité de Prilly en vue des élections de mars a livré ses résultats. Douze questions ont été posées sur la page officielle de la Ville et ont recueilli chacune quelques dizaines de commentaires (consultables en ligne). Un rapport présenté par la Municipalité les traduit désormais en chiffres. On apprend ainsi que les internautes qui ont participé ont une vision positive de l'action de l'Exécutif, jugée bonne à 57% et correcte à 35%. Ils sont néanmoins 42% à estimer que leurs impôts ne sont pas utilisés de manière optimale et la même proportion à ne pas se sentir en sécurité partout. 91% souhaitent l'entretien des espaces publics, mais 81% jugent insuffisante l'offre de places d'accueil pour l'enfance et 85% pensent que la population est mal informée sur les aides sociales. 79% sont en faveur des zones limitées à 30 km/h. **C.BA.**